

L'implacable procès de la torture

Un mois après les attentats de Paris, le journaliste John R. MacArthur présente la version française du rapport présenté par le Sénat américain sur les dérives de la « guerre totale » au terrorisme. Édifiant.



TÊTE À TÊTE
Charles Jaigu
cjaigu@lefigaro.fr

John MacArthur n'en revient pas. Il y a des timbres-poste dans mon portefeuille. « Vous écrivez encore des lettres ? De nos jours, c'est exactement ce qu'il faut faire si vous voulez être sûr de ne pas être espionné ! » s'exclame-t-il. Le journaliste franco-américain aux cheveux gris clair a gardé l'accent d'outre-Atlantique, surtout quand il prononce les mots compliqués, comme « paranoïaque » ou « anticonstitutionnel ». Nous le retrouvons chez l'éditeur parisien Les Arènes, qui lui a demandé de corédiger la préface - avec l'avocat Scott Horton - du rapport présenté par le Sénat américain le 9 décembre dernier, sur la torture pratiquée par la CIA après les attentats du 11 Septembre. MacArthur est le propriétaire de *Harper's Magazine*, un des plus vieux titres américains, qu'il a remis sur pieds dans les années 1980. Gauchiste, MacArthur a dénoncé dans un livre « l'illusion Obama » (Les Arènes). En demandant à MacArthur de faire de la pédagogie autour de ce formidable document, l'éditeur a donc choisi un homme qu'on pourrait considérer comme suspect. Car il trouve là une preuve trop parfaite de sa théorie du « Deep State ». Ce concept

de politologie postule l'existence d'une sorte de groupe de pression souterrain - CIA, lobby de la Défense - qui actionnerait la machinerie d'une démocratie apparemment exemplaire. Ce vieux postulat d'un complot interne à l'État américain est presque devenu un archétype de l'imaginaire politique américain, notamment depuis l'assassinat de Kennedy. Mais parfois les films les plus noirs sur la Maison-Blanche sont moins noirs que dans la vraie vie. La lecture du rapport dirigé par la sénatrice démocrate Dianne Feinstein, qui a mené cette enquête ardue pendant cinq ans, en apporte la démonstration.

Et cette fois-ci, MacArthur s'est trouvé un allié de poids pour corroborer son préjugé complotiste. Car, comme il le souligne, la sénatrice Dianne Feinstein est une modérée à l'intérieur du Parti démocrate. « On ne peut pas la soupçonner de vouloir régler un compte avec une institution qu'elle respecte a priori. » Mais « elle a été poussée à bout par le cynisme de la CIA, qui s'est comportée comme si elle n'était pas soumise à une obligation de transparence vis-à-vis du Sénat, qui est pourtant l'expression de la volonté populaire ».

Ce très long rapport est la synthèse de 6500 pages de données collectées sur les centres de détention secrets, basés notamment en Afghanistan. C'est captivant, malgré des longueurs, des répétitions et quelques coquilles. C'est édifiant, car il est peu de démocraties qui réussiraient un tel exercice d'autocritique.

Cette enquête nous donne une image saisissante d'une chaîne de commandement traumatisée par le choc du 11 Septembre. Elle montre, par contraste, que ce choc a été sans commune mesure avec les attentats de ce mois de janvier à Paris. Contrairement à l'Amérique, réputée intouchable, la France vit avec le terrorisme. Le coup porté ne change pas les réflexes profonds ni les options stratégiques. Aucun Patriot Act à la française n'est dans les tuyaux. L'opposition réclame à juste titre plus de moyens, et plus de liberté d'intervention des services de renseignement - pour poser des micros, des mouchards, ou mettre sur écoute les proches des terroristes -, mais elle ne réclame pas qu'on donne « carte blanche » aux services secrets.

La France n'a donc pas encore basculé dans la psychose. Si le Front national avait été au pouvoir, la question de la torture aurait été posée. En décembre dernier, Marine Le Pen a laissé entendre qu'elle pouvait être favorable à la torture, puis elle a fait mine de rétro pédaler. Et ce n'est pas par angélisme moralisateur qu'il faudrait s'opposer à cette tentation. Car ce que nous apprend cette longue enquête du Parlement américain est précieux pour toutes les démocraties : il faut éviter la torture, « parce que cela ne marche pas », résume MacArthur. La litanie des cas présentés par ce rapport le montre sans l'ombre d'un doute. Les soumettre à des traitements comme la simulation de noyade, l'exposition au bruit blanc, l'interdiction de dormir au-delà de 72 heures de détention, le port de couches culottes pour forcer les prisonniers à faire leurs besoins sur eux, dissuade d'avouer la vérité. Les suspects contredisent le plus souvent les aveux faits dans un premier temps. « J'aimerais savoir s'il existe seulement un exemple de torture utile », se demande MacArthur.

On y apprend aussi que, pour justifier ses actes, la CIA a menti sans vergogne en assurant aux plus hauts responsables du Parti républicain que la torture avait permis d'éviter de nombreuses vagues d'attentats. « Cette affirmation s'est révélée inexacte », peut-on lire quasiment à chaque page en réponse aux allégations de la CIA. Inexacte l'affirmation que les « interrogatoires renforcés » permettent d'extraire des informations utiles. Le Sénat souligne aussi que l'argument dit « de la bombe à retardement » sans cesse invoqué par la CIA n'est pas vrai, tout

simplement parce qu'il ne s'est jamais trouvé que les conditions d'interrogatoire ressemblent à un épisode de la série *24 heures*. Ce rapport montre que les informations qui ont permis de contrecarrer des projets d'attaques après le 11 Septembre l'ont été grâce à des écoutes ou des informations fournies par des services étrangers. « Dans les innombrables cas étudiés par le Sénat, on ne trouve aucun sentiment d'urgence », constate le rapport.

« La décision prise par Bush constitue la première et la seule occasion dans l'histoire américaine où le plus haut niveau du pouvoir exécutif approuva sciemment la pratique consistant à "faire disparaître" des prisonniers », dit MacArthur. Les méthodes préconisées pour traiter ces prisonniers ont été définies par un petit groupe de responsables, dont le rapport du Sénat souligne qu'ils étaient « dépourvus d'expérience ». Cet exemple montre à quel point le service le mieux pourvu au monde en hommes et en moyens peut se retrouver soudain perdu, incapable de stopper un programme aussi mal engagé.

Le rapport ne s'appesantit pourtant pas sur la responsabilité de George Bush lui-même, qui semble n'avoir pas été très au fait des détails, et qui a mis fin aux techniques les plus brutales à l'automne 2006. En revanche, il charge le vice-président Dick Cheney, qui a eu constamment tendance à outrepasser ses pouvoirs. Au total, ces actions, tout comme les sévices infligés à Abou Ghraïb ou Guantanamo, ont donné aux ennemis de l'Occident des raisons supplémentaires de le haïr. La lutte contre al-Qaïda est aussi un combat politique. Le refus de moyens indignes sert de combat ; il protège le but que recherchent les démocraties : montrer la supériorité des démocraties libérales sur l'internationale djihadiste. ■



F. BOUCHON/LE FIGARO

Cette enquête nous donne une image saisissante d'une chaîne de commandement traumatisée par le choc du 11 Septembre. Elle montre, par contraste, que ce choc a été sans commune mesure avec les attentats de ce mois de janvier à Paris

JOHN R. MACARTHUR



LA CIA ET LA TORTURE
Rapport de la commission sénatoriale américaine.
Éditions Les Arènes, 598 p., 24,90 €.